

Courrier international



www.courrierinternational.com

N° 1081 ♦ du 21 au 27 juillet 2011

Murdoch

Péril sur la presse et la démocratie

Syrie

L'économie fera tomber El-Assad

Série d'été

Julian Assange se confie (1/4)

Afrique CFA: 2 600 CFA - Algérie: 450 DA
Allemagne: 4,00 € - Autriche: 4,00 € - Canada: 5,95 \$CAN
DOM: 4,20 € - Espagne: 4,00 € - E-U: 5,95 \$US - G-B: 3,50 £
Grèce: 4,00 € - Irlande: 4,00 € - Italie: 4,00 € - Japon: 700 ¥
Maroc: 30 DH - Norvège: 50 NOK - Portugal cont.: 4,00 €
Suisse: 6,40 CHF - Tunisie: 4,50 DTU - TOM: 700 CFP

France
3,50 €

M 03183 - 1081 - F: 3,50 €



Si la Chine rachète l'Europe...

La crise de l'euro profite déjà à Pékin

Editorial

Mon troisième est un nain



PIERRE-EMMANUEL RASTOIN

Début juin, Obama faisait pression sur les Européens et expliquait qu'un éventuel défaut de paiement de la Grèce serait "un risque désastreux pour l'économie mondiale". Ces derniers jours, c'est au tour de Pékin de faire pression sur ce même

Obama en soulignant le risque que ferait encourir un éventuel défaut des Etats-Unis ! Au cours des dernières semaines, on a vu comment les agences américaines de notation avaient dégradé les notes du Portugal ou de l'Italie. Et, cette semaine, c'est donc l'agence chinoise Dagong qui menace de baisser la note des Etats-Unis... Comme dans les dessins animés, des petits poissons sont mangés par un gros, lui-même bientôt avalé par un énorme, c'est cela ? L'image est un peu simple.

En réalité, Européens comme Américains savent qu'il va falloir faire marcher la planche à billets pour rembourser. Et les Chinois, qui le savent aussi, craignent de voir leurs actifs (en dollars) perdre de leur valeur. Aussi Pékin, dans son bras de fer avec Washington, joue-t-il aussi la carte européenne. Comme le montre la grande enquête de *The Economist* (voir notre dossier p. 14), les Chinois ont commencé leurs emplettes sur le Vieux Continent : ici, une belle entreprise comme Volvo ; là, un port sur la Méditerranée. Pas question pourtant de venir au secours des pays les plus endettés. La dette souveraine de la Grèce, non merci !

Faut-il s'inquiéter de cette "colonisation bout par bout" ? Le chroniqueur Timothy Garton Ash, dans une tribune publiée par *The Guardian*, répond plutôt par la négative (lire son analyse sur notre site partenaire presseurop.eu). D'autres observateurs sont plus circonspects, car les Chinois ont bien compris que Bruxelles n'existe pas comme force politique. Face à des Européens divisés – la crise de l'euro en témoigne amplement –, il leur est facile d'exercer leur influence, d'acheter des alliés, de trouver des porte-parole. Comme souvent, la stratégie de l'empire du Milieu est plurielle et complexe. Diversifier ses actifs et ne pas être dépendant du seul dollar est une facette ; s'ouvrir de nouveaux marchés en est une autre. Mais le plus important pour eux est de maintenir l'Europe à l'état de nain politique. C'était aussi l'objectif inavoué des Américains. Ce n'est plus, face à la Chine, leur intérêt sur le long terme.

Philippe Thureau-Dangin

► En couverture : Dessin de Matt Kenyon paru dans *The Guardian*, Londres

De l'Aigle kosovar à Zuma
Des animaux et des hommes



100
dessins
du monde
entier
Courrier

Toujours en vente chez votre marchand de journaux avec CI n° 1079

Sommaire

- 4 Planète presse
- 6 A suivre
- 8 Les gens

Les opinions

9 Royaume-Uni Le dieu Murdoch est mort ! **Israël** La démocratie en danger **Etats-Unis** La dette, c'est la faute aux baby-boomers **Biélorussie** Il faut préparer l'après-Loukachenko **Economie** Si l'Italie chute, l'euro et l'Europe aussi

En couverture

14 Si la Chine rachète l'Europe
Dépourvu de liquidités, le Vieux Continent accueille à bras ouverts les capitaux chinois. Pékin achète de la dette publique, des entreprises et des terres agricoles, en privilégiant les pays de la périphérie de l'Union. Une politique d'autant plus efficace que Bruxelles n'a aucune stratégie commune à lui opposer.



32

Singapour
Cure de jouvence pour les religions

D'un continent à l'autre

21 France
Françafrique Pour une décolonisation mentale
Polémique Eva Joly : une cible un peu trop facile
Diplomatie La France enterre son héritage gaulliste
23 Europe
Royaume-Uni Murdoch a gangrené les piliers de la démocratie
Italie Ces satellites trop précis qui nous observent
Russie Les très gros trous de la Banque de Moscou
28 Amériques
Etats-Unis Les suprématistes blancs en ordre de bataille
Etats-Unis Le plafond de la dette pour les nuls
Cuba Quatre roues et mille problèmes
Brésil Le combat de l'Indien geek



36

Soudan du Sud
Le plus difficile est à venir

31 Asie
Pakistan Al-Qaida version Al-Zawahiri
Afghanistan Une transition dans l'inquiétude
Singapour Cure de jouvence pour les religions
Japon Donnez-nous notre bain quotidien
Chine Un espoir pour les homosexuels ?
34 Moyen-Orient
Egypte La place Tahrir n'a pas dit son dernier mot
Syrie "Le régime sera étranglé par l'économie"
36 Afrique
Soudan du Sud Pour le 54^e Etat d'Afrique, le plus difficile est à venir
39 Médias
Presse Petite leçon de journalisme signée "The Guardian"
40 Sciences
Epizootie Bonne nouvelle ! La peste bovine a disparu

Long courrier

44 Série d'été 1/4 Conversation avec Julian Assange
49 Le livre *Non saremo confusi per sempre*, de Marco Mancassola
50 Idées La leçon d'éthique de Haruki Murakami
54 Insolites Foot : des détecteurs de mensonges contre la fraude



40

Sciences
Bonne nouvelle ! La peste bovine a disparu

En couverture

Si la Chine rachète l'Europe...

◇ Dépourvu de liquidités, le Vieux Continent accueille à bras ouverts les capitaux chinois. Pékin achète de la dette publique, des entreprises et des terres agricoles, en privilégiant les pays de la périphérie de l'Union. ◇ Une politique d'autant plus efficace que Bruxelles n'a aucune stratégie commune à lui opposer.

♦ La chancelière allemande Angela Merkel a reçu le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, le 28 juin à Berlin. A cette occasion, des contrats d'un montant de 15 milliards d'euros ont été signés.

Les Européens déroulent le tapis rouge

Qu'il s'agisse d'obligations d'Etat ou d'entreprises prestigieuses comme Volvo, les investisseurs chinois sont à l'affût. Les gouvernements du Vieux Continent et les banques d'affaires les accueillent à bras ouverts.

The Economist (extraits) Londres

Circuler à bord d'un taxi londonien, du quartier financier de Canary Wharf jusqu'à la Banque d'Angleterre, est une expérience on ne peut plus britannique. Mais c'est aussi un peu chinois. Les taxis noirs de la ville sont en effet fabriqués par Manganese Bronze, une société partiellement contrôlée par Geely, un constructeur automobile de Shanghai qui est également propriétaire du suédois Volvo. Quant au fonds souverain China Investment Corporation (CIC), il est le troisième actionnaire le plus important de Songbird Estates, dont la filiale Canary Wharf Group possède les gratte-ciel qui dominent l'horizon, à l'est de la capitale. CIC pourrait bientôt investir dans l'imposante tour Citigroup, qui est à vendre.

La Banque d'Angleterre n'est pas encore tombée dans l'escarcelle des Chinois, mais elle se retrouve encerclée par des établissements financiers chinois, qui ont acheté ou loué 28 000 m² d'espaces de bureaux depuis la crise financière. Présente à Londres depuis 1929, la Banque de Chine, principale banque commerciale d'Etat chinoise, a récemment déménagé dans de luxueux locaux flambant neufs qui surplombent la banque centrale britannique. Un peu plus bas dans King William Street, des ouvriers s'activent à l'intérieur du futur siège londonien d'ICBC, un autre géant contrôlé par l'Etat chinois.

Chevalier blanc

Si cette montée en puissance inquiète les citoyens européens [voir graphique ci-contre], leurs dirigeants politiques n'ont en revanche pas d'états d'âme. Depuis que les acheteurs de dettes souveraines se font très rares, plusieurs pays au bord du gouffre se demandent si la Chine n'exaucerait pas leurs prières. A l'occasion de sa récente tournée en Europe, le Premier ministre, Wen Jiabao, a annoncé que son pays continuerait d'acheter des obligations d'Etat libellées en euros. Des délégations grecques, portugaises et espagnoles font des allers-retours à Pékin pour assurer les autorités de l'amitié éternelle de leur pays – et pour voir si la Chine ne serait pas tentée de faire quelques placements chez eux.

Les gouvernements ne sont pas les seuls à courtiser assidûment les capitaux chinois. Saab, le constructeur automobile suédois en difficulté, essaie de faire entrer dans son capital deux sociétés chinoises. Tous les mois, le Néerlandais Victor Meijers, qui est le seul associé étranger au sein du grand cabinet d'avocats chinois DeHeng Law Offices, est sollicité par des entreprises européennes en quête d'un chevalier blanc.

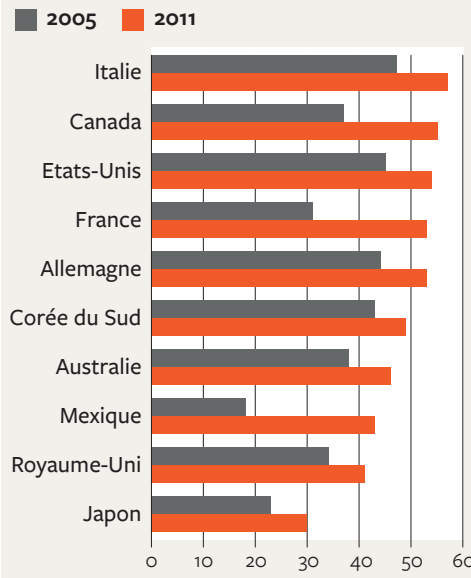
En réalité, Pékin ne va ni sauver l'Europe, ni la détruire. Mais avant l'Amérique, c'est le Vieux Continent qui ressentira probablement tous les effets de l'expansion de la Chine à l'internatio-

Vue sur la mer

A Huelva, une ville andalouse du sud-ouest de l'Espagne, une grande agence immobilière sino-espagnole a vu le jour. "La société Agencia Shanghai Qianjin-Exit Safaris Service résulte d'une association entre des investisseurs chinois et des entrepreneurs d'Andalousie et du Levant [côte méditerranéenne de l'Espagne]", détaille ABC. Depuis l'éclatement de la bulle immobilière, explique le quotidien, ces deux zones géographiques fourmillent de résidences côtières à l'abandon. Dans la seule ville de Huelva, on trouve 10 000 propriétés inoccupées, dont 6 000 sur la côte. L'Andalousie comprend 100 000 logements vides, de quoi faire le régal de cette nouvelle agence immobilière à double nationalité.

Inquiétude

Proportion de ceux qui pensent que l'accroissement de la puissance économique de la Chine est une mauvaise chose (en % des personnes interrogées)



Sources : sondage réalisé pour le BBC World Service par GlobeScan et Pippa ; "The Economist"

nal. Sur le plan géopolitique, il ne pèse sans doute plus très lourd, mais les Chinois s'y sentent mieux accueillis que de l'autre côté de l'Atlantique, où l'une de leurs sociétés pétrolières s'est vu empêcher de racheter Unocal en 2005 – un événement qui a durablement marqué les esprits. Les entreprises européennes sont plus en manque de liquidités que leurs homologues américaines. Par ailleurs, la Chine, déjà abondamment pourvue en bons du Trésor américain, cherche à diversifier son portefeuille.

Les incursions économiques du géant asiatique en Europe se rangent dans trois catégories

(même si ces distinctions sont plus floues en Chine qu'ailleurs). La première concerne les investissements financiers de l'Etat, par l'intermédiaire de CIC ou de la State Administration of Foreign Exchange (Safe), l'administration qui gère les immenses réserves de change du pays. La deuxième catégorie comprend les investissements privés de particuliers fortunés et d'un nombre croissant de sociétés de capital-investissement. La troisième catégorie comprend les entreprises.

Commençons par les flux officiels. Si les données sont lacunaires, deux choses au moins sont claires : Pékin souhaite diversifier ses actifs, trop concentrés en dollars, et l'euro fait figure de solution de substitution naturelle. D'après les calculs de Simon Derrick, un analyste spécialisé dans les devises à la banque américaine BNY Mellon, les avoirs libellés en euros représentent un quart des 3 000 milliards de dollars de réserves de la Chine. Depuis l'été dernier, 150 à 200 milliards de dollars ont été investis dans la zone euro (et quelques milliards de plus l'ont été en livres sterling). L'importance de ces flux explique en partie pourquoi, malgré la crise de la dette, l'euro continue à se porter si bien.

On ignore toutefois le montant précis des investissements de l'Etat chinois dans les pays périphériques de la zone euro. Stephen Jen, du fonds spéculatif SLJ Macro Partners, pense que les Chinois ont acheté autant d'obligations émises par des pays en crise que la Banque centrale européenne (BCE). Leurs motivations sont probablement politiques : depuis quelque temps, souligne perfidement M. Jen, les Européens ne se plaignent plus de la sous-évaluation du yuan. Mais les Chinois poursuivent également une logique commerciale : les obligations espagnoles, par exemple, promettent un rendement coquet si la crise de la dette ne s'aggrave pas. Les largesses chinoises ont toutefois des limites. Les annonces ► 16

Union européenne

Pour Pékin, Bruxelles n'existe pas

La tournée de Wen Jiabao en Europe a mis en évidence l'absence de stratégie de l'UE face aux ambitions du géant chinois.

La visite exceptionnelle du Premier ministre chinois [fin juin], Wen Jiabao, accompagné par treize de ses ministres, témoigne de l'intérêt du géant asiatique pour l'Europe. Cette tournée est remarquable non seulement par ses enjeux commerciaux et politiques, mais également parce que c'est la deuxième fois en quelques mois qu'un haut responsable chinois se rend en Europe, après le président Hu Jintao, en novembre 2010.

Tout comme lors de la récente visite d'Obama, le concept d'Europe a brillé par son absence. Dans chacun des Etats qu'il a visités [Allemagne, Hongrie, Royaume-Uni], le dirigeant chinois

a rencontré ses homologues dans le cadre de relations exclusivement bilatérales. La tournée de Wen Jiabao permet toutefois de tirer deux conclusions. D'une part, il est maintenant certain qu'il y a pour Pékin un intérêt à soutenir les pays périphériques de l'Union européenne (UE), en rachetant leur dette souveraine. L'objectif de Pékin est probablement de peser sur le maillon européen le plus faible pour servir ses intérêts stratégiques dans l'ensemble de l'Union. D'autre part, la Chine a joué la carte des contrats commerciaux (achat d'avions Airbus [88 A320 pour un montant total de 7,5 milliards de dollars]) pour tenter d'influer sur les politiques communautaires, notamment en matière d'environnement, et d'assouplir les exigences de Bruxelles qui ne lui

conviennent pas. Cette approche est légitime, même si l'on peut juger qu'elle va parfois trop loin.

Le plus déplorable reste l'image – conforme à la réalité – d'une UE éparpillée. Wen Jiabao n'a pas été reçu par un ensemble structuré de pays, mais par plusieurs Etats distincts. La Chine est déjà le premier exportateur mondial, la plus grande usine de la planète, la deuxième puissance économique, la première détentrice de réserves de change et la banquière du globe. Dans ce contexte, il est indispensable d'élaborer une véritable stratégie européenne commune, fondée sur le respect et l'exigence. Sans négliger la fragilité de la croissance de la Chine, sa politique monétaire égoïste et surtout ses déficiences démocratiques et la carence de l'Etat de droit. **El País** Madrid

En couverture Si la Chine rachète l'Europe...

15 ♦ enthousiastes selon lesquelles les Chinois étaient sur le point d'injecter de l'argent frais dans les caisses d'épargne espagnoles en difficulté ont été vite démenties. Quant aux espoirs de voir les capitaux chinois affluer en Grèce, ils tardent à se matérialiser. Certes, Cosco Pacific, un mastodonte des ports et du transport maritime contrôlé par l'Etat a obtenu la concession d'un terminal du port du Pirée et va peut-être en construire un second. Mais loin d'être une décision opportuniste, cette transaction a été négociée en 2007, à l'époque où les prix étaient au plus haut.

Les réserves de change de la Chine ne sont pas toutes placées en obligations d'Etat. Selon une analyse réalisée par *The Economist*, les investissements de la Safe dans les sociétés composant l'indice FTSE 100 de la Bourse de Londres s'élèvent à près de 13 milliards d'euros ; l'énergie, les produits de grande consommation non cycliques et les matières premières se taillent la part du lion. Cela correspond à un peu moins de 1 % de la capitalisation totale de l'indice. Les Chinois sont bien moins présents sur les autres marchés européens, même s'ils achètent des actions par l'intermédiaire de tierces parties.

Si les capitaux publics se dirigent vers l'Europe depuis déjà un certain temps, l'afflux de fonds privés est en revanche plus récent. Selon une étude du cabinet de conseil Bain & Company et de la China Merchants Bank, les particuliers chinois détiennent une épargne nette de 62 000 milliards de yuans [6 700 milliards d'euros], et 600 000 d'entre eux disposeraient de plus de 10 millions de yuans chacun [plus de 1 million d'euros]. Or nombre de Chinois sont disposés à placer leur fortune en dehors de leurs pays. Depuis 2009, la part de leur portefeuille investie à l'étranger serait déjà passée de 10 à 20 %.

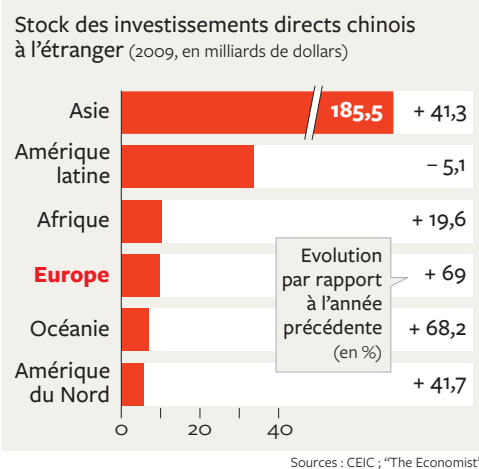
Restaurants, hôtels et bars

L'essentiel de ces capitaux se dirigent vers Hong Kong et Singapour, mais une partie se retrouve en Europe. Malgré le contrôle des changes, le volume des liquidités qui circulent en Chine est tel qu'il est désormais plus facile d'obtenir les autorisations de sortie nécessaires. Les Chinois s'intéressent particulièrement à l'immobilier, et Londres est leur destination privilégiée en Europe. Cela s'explique par la faiblesse de la livre, la fiscalité favorable et, souvent, par le désir d'y envoyer leurs enfants faire leurs études. Les Chinois du continent sont de plus en plus nombreux à investir dans les projets les plus audacieux de la capitale britannique, relève James Thomas, du cabinet de conseil en immobilier Jones Lang LaSalle. Les tournées internationales de promotion, qui auparavant s'arrêtaient à Hong Kong ou à Singapour, se prolongent maintenant en Chine continentale, où des banques locales et des avocats occidentaux conseillent les acheteurs potentiels sur les questions de financement et de fiscalité.

D'autres s'intéressent davantage aux investissements commerciaux. Siqi Zhang, responsable de la branche londonienne de Celestial Globe, un petit cabinet chinois de conseil en immobilier, constate un grand intérêt pour les restaurants, les hôtels et les bars, qui peuvent générer d'importantes liquidités.

Mais le véritable fer de lance de l'offensive chinoise, ce sont les entreprises. Pour l'instant, elles se sont surtout concentrées sur les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui peuvent leur assurer des approvisionnements en

Investissements



énergie et en ressources naturelles. L'Europe est avant tout un débouché pour les produits chinois. La plus grosse opération chinoise annoncée en Europe cette année est le rachat par China National Chemical Corporation, pour 2,2 milliards de dollars, d'Elkem, un producteur norvégien de polysilicium, un composant essentiel des panneaux solaires. Par ailleurs, l'Islande, qui présente l'avantage d'être proche de l'océan Arctique, riche en pétrole, serait une destination étonnamment populaire pour les visiteurs chinois en quête de projets. Mais l'Europe ne représente aujourd'hui que 3,5 % du stock d'investissements directs chinois à l'étranger.

Là encore, les données ne disent pas tout. Les capitaux provenant de Chine continentale et de Hong Kong sont souvent intimement mêlés. Les chiffres peuvent également occulter l'influence réelle de la Chine. Par exemple, Geely ne contrôle que 20 % du capital de Manganese Bronze, mais il est le principal actionnaire d'une entreprise conjointe avec ce dernier qui fabrique les taxis destinés aux marchés internationaux. Le groupe chinois est aussi le premier créancier de la firme britannique, ainsi que le pivot de ses plans stratégiques.

Selon Christian Milelli, de l'université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, qui a participé à la constitution d'une base de données sur les flux d'investissements chinois en Europe, les fusions et acquisitions se sont poursuivies comme si de rien n'était au plus fort de la crise financière, contrairement à celles envisagées par les entreprises indiennes.

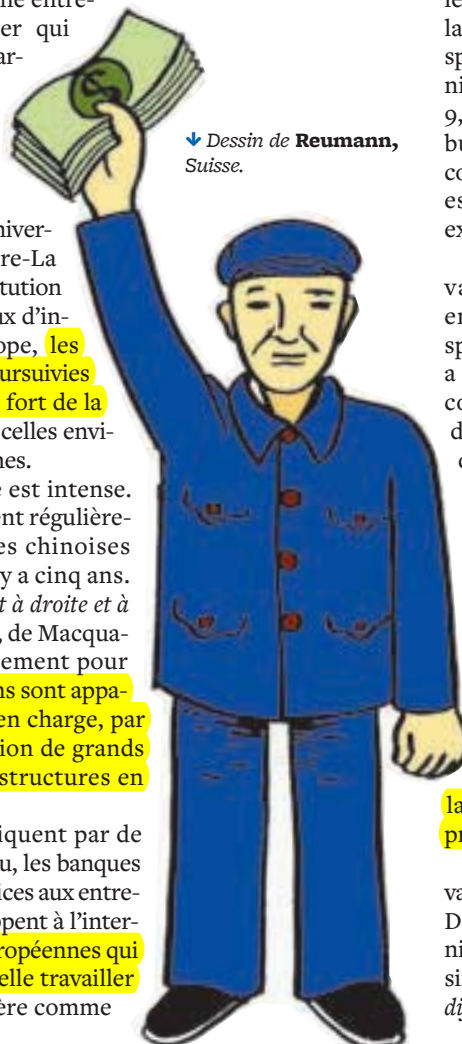
Dans les coulisses, l'activité est intense. Les banquiers d'affaires proposent régulièrement des deals aux entreprises chinoises – ce qu'ils n'auraient pas fait il y a cinq ans. "Elles sont à l'affût, se renseignent à droite et à gauche", témoigne Simon Wilde, de Macquarie Capital Europe. Et pas seulement pour des acquisitions : des négociations sont apparemment en cours sur la prise en charge, par des firmes chinoises, de la gestion de grands projets énergétiques et d'infrastructures en Europe de l'Est.

Ces investissements s'expliquent par de multiples raisons. En premier lieu, les banques chinoises veulent offrir leurs services aux entreprises de leur pays qui se développent à l'international, ainsi qu'aux sociétés européennes qui cherchent une banque avec laquelle travailler en Chine. Sur une place financière comme

Une ville chinoise en Toscane

Prato est une cité médiévale toscane de 180 000 habitants tout ce qu'il y a de plus italien, avec son *duomo* et son campanile... à ceci près qu'elle abrite "la plus importante concentration de Chinois d'Europe". D'après un article du *New York Times* paru à l'automne dernier, près de 40 000 Chinois, originaires de Wenzhou (au sud de Shanghai) y travaillent, tous employés dans l'industrie textile. Plus d'un million de pièces d'habillement – de piètre qualité malgré l'étiquette "Made in Italy" – sont quotidiennement produites par les 4 500 entreprises chinoises de Prato. Chiffre d'affaires estimé : 2 milliards d'euros par an, dont la moitié au noir. "Les Chinois de Prato ont gommé la distinction entre le made in China et le made in Italy, déplore Il Sole-24 Ore, et ont créé un business florissant en grande partie clandestin."

↓ Dessin de Reumann, Suisse.



Londres, ces établissements bancaires apprennent également beaucoup sur les opérations de change et les produits dérivés.

Par ailleurs, les technologies de pointe et les marques peuvent faire une grosse différence sur le marché chinois. En témoignent les investissements de Geely. La reprise de Volvo lui a offert un nom prestigieux qui lui permet de rivaliser avec les constructeurs occidentaux en Chine. Et si son alliance avec Manganese Bronze ne lui rapporte pas grand-chose sur le plan strictement financier, elle lui donne accès à un savoir-faire technologique ainsi qu'à une marque chargée d'histoire.

L'Allemagne est devenue un terrain de chasse naturel pour les entreprises qui souhaitent progresser dans la chaîne de valeur technologique, notamment dans les industries vertes. Ainsi, Goldwind, un producteur chinois d'éoliennes, a repris en 2008 le concepteur allemand Vensys, dans l'espoir de développer des turbines plus grosses pour son marché intérieur. Mais toutes les technologies européennes ne sont pas attrayantes. "Il me serait impossible de vendre BT [une société de télécommunications britannique] à la Chine", affirme James Wang, un violoniste reconverti dans les affaires à Londres, dont la firme, Eli Capital, a conseillé Geely pour ses transactions en Europe. "C'est trop vieillot."

Un Club Med à Yabuli

Les fusions et acquisitions peuvent également favoriser l'ouverture du marché chinois. En juin 2010, Fosun, un conglomérat chinois qui ambitionne de devenir un géant mondial de l'investissement, a pris une participation de 7,1 % (portée ultérieurement à 9,3 %) dans le capital du Club Med, qui désire attirer une clientèle chinoise. Résultat : six mois plus tard, le groupe français inaugurerait son premier village en Chine [à Yabuli, une grande station de sports d'hiver du nord-est du pays]. En mai dernier, Fosun est également entré à hauteur de 9,5 % dans le capital de Folli Follie, un distributeur grec dont le portefeuille de marques comprend le bijoutier Links of London et qui espère, avec cette opération, accélérer son expansion en Chine.

Les transactions de ce type ouvrent de vastes perspectives non seulement aux entreprises concernées, mais également aux spécialistes du capital-investissement. Fosun a ainsi créé des sociétés d'investissement communes avec deux américains, le groupe d'investissement Carlyle et l'assureur Prudential Financial.

Ces sociétés apportent leur puissance de feu financière et un réseau susceptible de trouver des opérations intéressantes. Mais elles permettent aussi aux investisseurs fuyant la publicité de cacher leur identité. Elles sont enfin bien équipées pour accompagner l'intégration de partenaires issus de cultures différentes. Une démarche particulièrement délicate pour les entreprises chinoises, comme en témoigne l'étonnement de l'une d'entre elles devant la singulière habitude qu'ont les étrangers de prendre des vacances.

Les Européens, eux, sont plus habitués à travailler avec des partenaires de culture différente. D'ailleurs, si l'on en croit un spécialiste britannique, les Chinois ne sont pas pires que nos voisins. D'après lui, "les Français sont infiniment plus difficiles que les Chinois." ♦

S'aplatir pour un milliard d'euros

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a reçu avec force courbettes son alter ego chinois lors de la tournée européenne de ce dernier. Même le chroniqueur d'un hebdomadaire proche du gouvernement s'en indigne.

Heti Válasz Budapest

Je ne serais nullement étonné d'entendre Viktor Orbán, sérieux comme un pape, rappeler ce vieux proverbe au Parlement : "Chinois et Hongrois sont de bons amis, ils luttent côte à côte et trinquent en buvant leurs vins." [Le proverbe dit "Polonais et Hongrois..."] Signalant par là que le vin doux de litchi et l'aszú de Tokaj sont des alliés naturels, des parents, et que ce fait marque le lien séculaire – que dis-je séculaire ? millénaire ! – entre les deux pays frères. Cela ne serait pas plus absurde que toutes les paroles prononcées par le Premier ministre à l'occasion de la visite de Wen Jiabao, durant laquelle Orbán a renié tout ce qu'il avait incarné [comme opposant résolu au régime communiste].

Non seulement il a signé des accords économiques avec son homologue chinois en respectant les règles obligatoires de la courtoisie, mais il a porté aux nues la politique chinoise (pas le progrès, ni ce genre de truc, mais carrément la politique !), il a disserté sur le progrès commun de nos pays durant les soixante dernières années, alors que, dans la nouvelle Constitution, il venait de déclarer comme nulles et non avenues les quarante premières années de cette période... Il a déclaré sa flamme et, tel un galant débordant d'amour, il a défendu sa dulcinée contre les six Tibétains qui ont voulu troubler la quiétude de la belle en agitant effrontément leurs sachets en papier. Ce chevalier n'a pas pu le souffrir et, d'un ton fier, il a fait savoir qu'il était bien l'instigateur de la vexation policière à l'égard des Tibétains [ils ont été convoqués par l'Office des migrations pour un "contrôle de routine"].



← Dessin de Schot, Pays-Bas.

On peut faire l'hypothèse qu'Orbán ne pensait pas sérieusement ce qu'il a dit en évoquant le "progrès commun de ces soixante dernières années", mais qu'il croit qu'il est dans l'intérêt de la Hongrie de le dire et, comme il a prêté serment de la servir, qu'il est capable de se transformer en lèche-bottes pour nous. Il souffre un peu, il a l'estomac noué, mais – camouflant ses dents serrées derrière un sourire – il fait la cour à la belle d'une voix cajoleuse, parce que nous sommes dans la dèche et qu'elle a une grosse dot. Voilà qui expliquerait cette mise en scène. Nous serions tentés de lui donner notre bénédiction – sauf que rien ne peut justifier la vexation des Tibétains. C'est indéfendable.

Angela Merkel, elle, a été capable de s'entretenir avec son homologue chinois sur un ton correct, elle ne s'est pas aplatie comme une carpe. Il est vrai que la Hongrie a peu de produits avec lesquels elle puisse faire du négoce. Et pourtant si, en achetant notre peu de marchandises, on nous demandait aussi notre âme, il vaudrait mieux ne pas conclure le marché. Même les Chinois n'ont pas assez d'argent pour l'acheter.

András Stumpf



A lire sur le site d'information presseurop.eu, "Soyons réalistes avec Pékin", un article de Timothy Garton Ash publié fin juin par **The Guardian**.

L'historien et politologue britannique explique pourquoi la Chine investit prioritairement dans les pays "périphériques" de l'Union européenne. Et pourquoi on ne peut dissocier les trois facettes – économique, militaire et politique – de la puissance chinoise.



A retrouver sur courrierinternational.com : "Comment les Chinois se sont plantés sur l'autoroute". En Pologne, un chantier de travaux publics confié au groupe chinois Covec a récemment tourné au fiasco.

Hongrie

Pékin fait son marché



En l'espace de quelques mois, l'hebdomadaire économique hongrois **Heti Világgazdaság** (HVG) a consacré deux fois sa couverture à la Chine. Intitulée "Chinopoly", la première, publiée fin avril, annonçait que d'ici cinq ans la Chine serait la première puissance économique mondiale – à condition de réformer son modèle centralisé. Début juillet, à l'occasion de la visite du Premier

ministre Wen Jiabao, HVG a cette fois titré "La prise chinoise". Outre l'achat d'obligations d'Etat pour un montant non précisé, Pékin va accorder un crédit de 1 milliard d'euros à la Hongrie et investira 1,1 milliard d'euros dans le développement de l'usine de matières plastiques BorsodChem, dont le groupe industriel Wanhua détient 96 % des actions. Autres projets en cours : une usine chimique, une fabrique de panneaux photovoltaïques, et un laboratoire pharmaceutique. Viktor Orbán souhaiterait faire de la Hongrie le centre logistique du commerce chinois en Europe, rappelle HVG. Comme le pays n'a pas de port maritime, la solution pourrait passer par le développement du transport aérien. Justement, la compagnie aérienne chinoise Hainan semble faire partie des repreneurs éventuels du transporteur national Malév. Des pourparlers sont en cours quant à la région où sera construit un nouvel aéroport. Dans ce domaine comme dans d'autres, conclut l'hebdomadaire, **la Hongrie propose, et la Chine dispose en grappillant à sa guise dans le menu.**

Bulgarie

Ruée sur les terres arables

Délaissées par les agriculteurs locaux, les terres du nord-ouest de la Bulgarie intéressent fortement les industriels chinois de l'agroalimentaire.

Des entreprises chinoises seraient prêtes à investir jusqu'à 100 millions de leva [51 millions d'euros] dans l'exploitation de terres agricoles du nord-ouest de la Bulgarie, a annoncé le gouvernement. Cette décision fait suite à une rencontre, à la mi-mai, entre le ministre de l'Agriculture, Miroslav Naïdenov, et une délégation d'hommes d'affaires venue de Pékin.

La société Tianjin State Farms Agribusiness Group souhaite notamment **exploiter près de 10 000 hectares de terres arables**, selon son vice-président, Li Lian Suo. L'entreprise lorgne des terrains, à acheter ou à louer, à Vidine, Vratsa et Montana, dans le nord-ouest du pays, région "la plus pauvre d'Europe" selon le dernier classement d'Eurostat, l'agence de la statistique européenne. Selon Li Lian Suo, l'entreprise compte surtout cultiver du maïs, de la luzerne et d'autres produits destinés

à l'alimentation du bétail. **Praatiquement la totalité de la production serait exportée vers la Chine.** "Aujourd'hui, nous sommes contraints d'importer des Etats-Unis, mais avec cet investissement en Bulgarie nous allons contrôler toute la chaîne", poursuit le vice-président. L'entreprise chinoise compte néanmoins **embaucher prioritairement des travailleurs locaux** et s'engage à acquérir des machines agricoles dernier cri. "L'agriculture bulgare a un besoin urgent d'investissements étrangers. Les Chinois sont les

bienvenus", a affirmé Miroslav Naïdenov, à l'issue de la réunion avec les entrepreneurs chinois. Ces derniers, a-t-il précisé, profiteront pleinement des conditions préférentielles récemment mises en œuvre dans ce domaine, ainsi que d'un régime fiscal réputé l'un des plus doux de l'Union européenne [en Bulgarie, le taux de la TVA est de 10 %]. Cette délégation comprenait aussi le représentant d'une entreprise vinicole, la joint-venture Sino French Dynasty Winery [créée en 1980 par

Rémy-Martin et la municipalité de Tianjin]. Dzang Chun Tia a indiqué que cette coentreprise comptait acquérir des terres viticoles et même une grande cave bulgare. Il a présenté Sino French Dynasty comme l'un des leaders du secteur, jouissant d'une très bonne réputation en Chine. L'entreprise contrôle également une grande partie du marché local mais souffre actuellement d'une baisse des livraisons. Elle cherche donc à diversifier ses sources d'approvisionnement. **Mediapool** (extraits) Sofia.

En couverture Si la Chine rachète l'Europe...

La Grèce ? Un cheval de Troie...

Pékin compte faire du Pirée la porte d'entrée pour ses marchandises en Europe. Mais les Chinois investissent aussi dans les communications et le tourisme.

To Ethnos (extraits) Athènes

Onze accords ont déjà été signés entre des sociétés grecques et chinoises, notamment dans le secteur maritime, dans l'immobilier, le commerce et la culture. Il faut dire que les Chinois y vont fort. Ils ont décidé de subventionner à hauteur de 260 millions de dollars [185 millions d'euros] des compagnies maritimes grecques pour qu'elles aillent construire leurs navires en Chine. Pékin a aussi annoncé la création d'un fonds de 5 milliards d'euros destiné à aider les armateurs grecs à acheter de quoi construire leurs bateaux avant de les faire assembler en Chine et de transmettre leur savoir-faire aux chantiers navals locaux. Des banques grecques et chinoises ont conclu un accord pour développer ce projet, dans le cadre duquel six navires sont déjà en construction.

Dans le secteur des communications, le colosse de la téléphonie Huawei [qui fabrique notamment les clés 3G pour Orange en France] a signé un accord de collaboration avec la compagnie nationale grecque OTE, dont le capital a été mis en vente dans le cadre du programme de privatisations. Les Chinois projettent de construire des cabines téléphoniques et de gérer un système de bornes pour l'Internet mobile à travers toute la Grèce.

Revitaliser le fret ferroviaire

Dans les transports, les Chinois sont aussi intéressés par la compagnie nationale de chemins de fer, l'OSE, qui figure également sur la liste des privatisations. Ils souhaitent développer le réseau grec pour revitaliser le transport ferroviaire de marchandises en Grèce, mais aussi

Sur le web
www.courrierinternational.com

Toujours sur courrierinternational.com, découvrez le point de vue de la FAZ après la récente visite de Wen Jiabao en Allemagne. Pas plus que Washington, l'Europe n'est vouée à devenir le caniche de Pékin.

↓ Dessin de Danziger, Etats-Unis.

dans les Balkans et dans toute l'Europe. Le vol direct Athènes-Pékin, inauguré il y a quelques mois, a attiré l'attention de tous. Les Chinois ont des vues sur plusieurs aéroports, comme celui de Kasteli, en Crète. Le tourisme représentant 17 % du PIB du pays, les Chinois ne pouvaient pas passer à côté. Ils se sont engagés à construire un hôtel Piazza près du centre d'Athènes – peut-être pour accueillir davantage de touristes chinois.

Enfin, le volume des exportations helléniques vers la Chine devrait doubler dans les cinq prochaines années, pour passer de 4 à 8 milliards d'euros par an. Il s'agira principalement de produits agricoles, comme le vin ou l'huile d'olive, mais aussi de médicaments, de cuir et de fourrure.

L'objectif de la Chine est de **s'implanter rapidement et stratégiquement dans le pays : transports, communications, tourisme, culture et bientôt énergie**. La voie de cette invasion a été ouverte par Cosco. En 2008, le premier armateur chinois a racheté, pour 35 millions d'euros, le terminal 2 du port du Pirée.

Récemment, le groupe a aussi obtenu la gestion du port marchand du Pirée. L'objectif est d'arriver à un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros en 2015.

Plate-forme logistique

La Grèce est de toute évidence un maillon important entre l'Orient et l'Occident, a rappelé le Premier ministre Georges Papandréou. Et la Chine le sait bien. La Grèce est aussi une porte d'entrée en Europe. Selon le président de Cosco, Wei Jiafou, Le Pirée est appelé à devenir "un carrefour entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe". Le géant chinois lorgne la plaine de Thriasos, à l'ouest du Pirée, qu'il souhaiterait transformer en une gigantesque plate-forme pour toutes ses marchandises en route pour l'Europe.

Petit à petit, cette collaboration pourrait s'étendre jusqu'aux secteurs de la recherche, de la technologie et de l'éducation. Elle concernera aussi l'énergie, notamment dans le secteur de l'éolien.

Christos Kolonas



Serbie

L'amitié indéfectible qui lie Belgrade au géant asiatique

Sacré numéro un mondial du tennis, Novak "Nolé" Djokovic a été fêté comme un héros national à Belgrade. Acclamé par plus de 100 000 personnes après sa victoire à Wimbledon, la nouvelle coqueluche de la Serbie a pris le temps de remercier en chinois son sponsor, l'homme d'affaires Ngok Yan Yu, qui a racheté la marque de sport italienne Sergio Tacchini en 2008, en lui lançant : "Xiexie !" Lyrique, le joueur de tennis

a aussi demandé à la foule de saluer "le peuple frère chinois". Mais, selon le quotidien serbe **Blic**, Ngok Yan Yu n'était pas uniquement venu pour savourer la victoire de son poulain, mais aussi pour sceller plusieurs investissements dans le "domaine de l'énergie". Cet épisode n'est que le dernier en date d'une **longue coopération économique entre les deux pays, qui a eu la particularité de survivre à tous les régimes politiques**, de Slobodan Milosevic, jugé

pour crimes contre l'humanité à La Haye (où il est décédé en 2006), au proeuropéen Boris Tadic. Les partisans nationalistes de Milosevic affirmaient volontiers que la Serbie n'avait pas besoin de l'Occident pour avoir une économie prospère. C'est d'ailleurs à cette époque que les vols directs Belgrade-Pékin ont été mis en place, et qu'une forte communauté chinoise – près de 100 000 personnes – s'est installée dans la capitale serbe, un fait inédit en Europe

de l'Est. En échange, Pékin s'est toujours farouchement opposé à l'indépendance du Kosovo. Le président Boris Tadic n'a pas renié cet héritage, bien au contraire. **La Serbie d'aujourd'hui se rêve même en "pont entre la Chine et l'Union européenne"**, à laquelle elle aspire à adhérer. Les Chinois sont présents dans de nombreux secteurs de l'économie, notamment le BTP, les infrastructures routières

et la rénovation de centrales électriques. Le partenariat stratégique signé entre les deux pays en 2009 a ouvert la voie à des investissements de plus de 1 milliard de dollars. Un cinquième de cette enveloppe sera consacré à la construction d'un nouveau pont sur le Danube à Belgrade. Lancé par la China Road and Bridge Corporation, ce projet porte déjà le nom de "pont de l'amitié sino-serbe".



← Dessin d'Arend, Pays-Bas.



“Un monde chinois”, titrait *Courrier international* le 8 avril 2010, en une d'un numéro entièrement dédié à la présence chinoise sur tous les continents. Dans la multitude d'articles consacrés à ce sujet, signalons en particulier celui du quotidien **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, “Une entrée remarquée en Serbie et en Grèce”. “Contrairement à l'Union européenne ou au Fonds monétaire international, la Chine offre ses crédits sans rien exiger en retour en matière de réformes structurelles impopulaires ou de réduction des dépenses publiques”, notait en particulier le quotidien allemand.



Pékin n'investit pas à fonds perdus

Les investissements chinois en Europe participent d'une vision de plus en plus politique de la coopération internationale, explique un chroniqueur économique.

Nanfang Dushibao (extraits) *Canton*

Depuis l'éclatement de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, il y a un an, le gouvernement chinois a toujours été le soutien le plus fidèle de l'Union européenne. Que ce soit le président Hu Jintao, le Premier ministre Wen Jiabao ou les vice-Premiers ministres Li Keqiang et Wang Qishan, sans oublier quasiment tous les départements concernés – ministère des Affaires étrangères, banque centrale, Direction nationale chargée de la gestion des devises et ministère du Commerce –, les instances chinoises ont toutes promis que la Chine soutiendrait les mesures prises par l'Union européenne et le FMI pour stabiliser la situation financière. La Chine a déjà souscrit à des emprunts publics libellés en euros lancés notamment par la Grèce, l'Espagne et le Portugal, et elle continuera à le faire. Il n'est pas du tout dans ses intentions de se séparer de ces titres, même en période de crise. Si nécessaire, la Chine pourrait même intensifier son aide à l'Europe.

Les hauts dirigeants du Vieux Continent sont d'autant plus reconnaissants à la Chine que celle-ci n'a pas lié son action à des conditions particulières, comme des exigences politiques. Elle n'a pas non plus fait preuve d'arrogance en se présentant comme un sauveur. Au contraire, elle a

souvent pris l'initiative d'expliquer son action aux observateurs étrangers en soulignant que sa démarche était bénéfique à la Chine même et qu'elle se voulait respectueuse de la dignité que souhaitait absolument conserver la vieille Europe.

Il ne fait aucun doute qu'en agissant ainsi la Chine sert ses propres intérêts. En effet, l'Union européenne est maintenant le premier marché à l'exportation de la Chine et son deuxième plus gros partenaire commercial. La stabilité de l'économie européenne est primordiale pour les exportations, et même pour la croissance économique de la Chine. Par ailleurs, augmenter la part des obligations souscrites en euros est aussi une impérieuse nécessité si l'on veut permettre à la Chine, dont les réserves en devises sont gigantesques, de se couvrir contre les risques en diversifiant ses investissements.

Embargo sur les armes

D'autre part, la Chine espère bien que l'Union européenne assouplira ses restrictions à l'exportation de produits de haute technologie, qu'elle **lèvera l'embargo sur les armes en vigueur depuis de longues années [depuis 1989, après le massacre de Tian'anmen]**, qu'elle reconnaîtra au plus vite le poids économique du marché chinois et qu'elle consentira à s'engager dans une étroite collaboration dans des domaines où elle affiche une

En Europe, les citoyens sont très actifs et l'harmonie sociale règne. Mais la capacité d'action de l'Etat est très réduite

grande compétitivité, tels que les énergies nouvelles, les nouveaux matériaux, les économies d'énergie, la protection de l'environnement, l'aéronautique et l'aérospatiale.

Enfin, la Chine aspire à une meilleure harmonisation de ses politiques avec celles des principaux pays européens dans le cadre du G20, afin de réformer l'ordre financier international, de perfectionner la gouvernance économique mondiale et de promouvoir le libéralisme dans les échanges commerciaux.

Mais, en dehors des points évoqués ci-dessus, qui relèvent du domaine économique, les deux extrémités du continent euro-asiatique ne sont-ils pas capables d'utiliser un langage commun sur d'autres questions ?

Pendant longtemps, le gouvernement chinois n'a pas voulu parler d'une quelconque coopération politique et militaire avec d'autres pays, surtout avec des pays d'un autre continent. Cela s'inscrivait naturellement dans sa stratégie diplomatique consistant à **“attendre son heure en cachant ses capacités”** ; il est clair que tout cela est réfléchi.

Un colosse aux pieds d'argile

Cependant, la grande campagne d'évacuation de ressortissants chinois en Méditerranée a montré une facette avantageuse d'une politique d'ouverture et de coopération [en février 2011, au début du soulèvement libyen, 35 860 résidents chinois ont été évacués avec le soutien technique de plusieurs pays, dont la Grèce et Malte]. Cette coopération n'entraîne pas forcément une alliance contre un autre pays, mais peut très bien répondre à un besoin inopiné de faire face à une conjoncture internationale très changeante. C'est un début réussi qui ouvre sans aucun doute des perspectives plus larges.

Si l'on considère la seule coopération entre la Chine et l'Europe, dont les avantages respectifs sont complémentaires, c'est en matière politique qu'il y a vraiment un espace pour une coopération plus significative. Sur la scène internationale, les trois forces majeures que sont les Etats-Unis, l'Europe et la Chine incarnent trois politiques radicalement différentes. La Chine est un géant aux pieds d'argile, modèle typique d'un Etat fort et d'une société faible. **En Europe, c'est le contraire : les citoyens sont très actifs et l'harmonie sociale règne ; la population mène une vie prospère et sans soucis** ; en revanche, la capacité d'action de l'Etat est extrêmement réduite. Les Etats-Unis ont trouvé un certain équilibre et présentent une synthèse parfaite entre un Etat fort et une population aisée.

En d'autres termes, par rapport aux Etats-Unis, la Chine et l'Europe ont un handicap difficile à combler en matière de puissance globale et de structure de gouvernance. Cependant, si chacune parvient à tirer utilement parti de l'expérience de l'autre, toutes deux peuvent très bien construire ensemble des lendemains plus prometteurs. La vieille Europe, dont les jours glorieux sont révolus et qui décline depuis un siècle, a une perception plus profonde que la jeune Amérique des hauts et des bas d'une civilisation, du fait de toutes les vicissitudes qu'elle a endurées. Elle est donc moins encline à imposer à d'autres son échelle des valeurs, ce qui crée de bonnes bases pour une coopération sino-européenne.

Nul doute que, si l'Europe parvient à sortir de la crise actuelle de la dette souveraine grâce à l'aide opportune de la Chine, celle-ci pourra durablement engranger de nombreux bénéfices de son soutien. **Chen Jibing**